

# Les faux espoirs d'Annapolis

**La conférence d'Annapolis, prévue par les Etats-Unis pour la relance du processus de paix, suscite des remous au Proche-Orient. Mais après sept ans d'immobilisme, les attentes restent limitées.**

**L**a Conférence d'Annapolis que préparent les Etats-Unis vise à relancer le processus de paix israélo-palestinien gelé depuis maintenant sept ans. La réunion devrait se tenir d'ici la fin de l'année, probablement fin novembre, près de Washington. Turquie, Syrie, Jordanie, Egypte, Arabie Saoudite, Quartet, Union européenne, Ligue arabe : tout le monde s'en mêle. Un nouveau ballet diplomatique est lancé. Ce revirement au sein de la politique étrangère américaine n'est pas un hasard. Selon Barak Mikail, chercheur spécialiste du Moyen-Orient à l'Institut des relations internationales et stratégiques de Paris et auteur de «La politique américaine au Moyen-Orient», les Etats-Unis choisissent ce moment parce qu'«ils ont actuellement besoin d'une opération de communication. L'administration Bush veut d'une part contrebalancer les options militaires telles qu'on les a vues en Irak en montrant que la diplomatie reste à l'ordre du jour et, d'autre part, il y a nécessité de garantir des acquis pour le candidat républicain qui courra les élections présidentielles».

Pour les Palestiniens, Annapolis intervient dans un contexte très tourmenté. Lundi 12 novembre, ils affluaient en effet par centaines de milliers à Gaza pour commémorer le troisième anniversaire de la mort de Yasser Arafat. Le plus grand rassemblement organisé par le Fatah, le parti héritier du leader, depuis la création de l'Autorité palestinienne en 1994. Barak Mikail explique le succès de cette démonstration par le fait qu'«Arafat parlait au nom des Palestiniens dans toutes leurs composantes et celles que soient leurs éventuelles options idéologiques. Sa figure reste très présente dans la conscience collective palestinienne. Aucune formation, quelles que soient ses orientations, ne peut prendre le risque de boycotter son héritage, sans quoi elle signerait son arrêt de mort au moins sur le plan électoral».

## Arafat, l'union perdue

Mais des affrontements se produisent entre les partisans du Fatah et les polices du Hamas qui contrôlent la bande de Gaza depuis leur coup de force en juin. Bilan : sept morts et plus de 130 blessés, dont des femmes et des enfants. A Ramallah, Cisjordanie, le rassemblement est perçu comme un acte d'allégeance au président palestinien Mahmoud Abbas et une démonstration de colère à l'égard du Hamas. Au lendemain de la manifestation, le mouvement islamiste organise un vaste coup de

**Près de deux Palestiniens sur trois s'attendent à l'échec d'Annapolis... qui n'est pas loin de Camp David.**

filet contre les partisans du Fatah qui auraient participé à l'organisation du rassemblement.

Pourtant, le Hamas exalte, comme le Fatah, le souvenir d'Arafat alors qu'il s'était maintes fois opposé à sa politique de son vivant. D'après Barak Mikail, «si certains électeurs ont été pro-Hamas en janvier 2006, cela ne veut pas dire qu'ils ont opté pour son étiquette islamiste. Si le Hamas a pu gagner les élections, c'est en raison de la gestion politique du Fatah ainsi que des accusations de corruption dont il faisait l'objet. Le Hamas ne peut donc pas mettre de côté Arafat, qui avait beau être un laïc dans la forme, mais qui n'en demeure pas moins le porteur du combat des Palestiniens pour la consolidation et la création d'un Etat propre. Idée à laquelle le Hamas est lui-même conforme». Plus que jamais, Arafat apparaît aujourd'hui comme le symbole de l'unité nationale. C'est dans ce contexte tendu de divisions interpalestiniennes qu'Abbas déclare le 13 novembre, devant le Parlement turc à Ankara, que la conférence d'Annapolis est une occasion historique de faire évoluer la situation au Moyen-Orient. Cette déclaration est intervenue à la suite de celle du président israélien Shimon Perez, également invité à s'exprimer devant le Parlement turc dans le cadre de sa visite officielle en Turquie, et qui avait utilisé les mêmes termes. Ankara tente



■ Un jeune Palestinien rend hommage à Yasser Arafat, le 11 novembre 2007, trois ans après son décès.

en effet de rapprocher les deux parties en vue d'Annapolis. C'était la première fois qu'un président israélien s'exprimait devant le Parlement d'un pays musulman.

## Dialogue laborieux

Mais ces bonnes volontés affichées cachent de nombreux incidents. Alors que le chef des négociateurs palestiniens Ahmed Qorei devait se rendre à Jérusalem pour des négociations le 11 novembre, il a dû rebrousser chemin après avoir été retenu à un barrage militaire israélien. L'annonce d'un exercice de l'armée israélienne en Cisjordanie pour le 18 novembre simulait des réponses à une vague d'attaques palestiniennes a également suscité de vives réactions. Enfin, si le Premier ministre israélien Ehud Olmert se dit favorable à la libération de centaines de prisonniers palestiniens et à des «concessions» territoriales importantes, il exige que les Palestiniens reconnaissent le caractère juif d'Israël, excluant ainsi le retour de réfugiés palestiniens de 1948 dans ses frontières. Une condition inacceptable a déclaré le principal négociateur palestinien Saeb Erekat : «Nous avons reconnu l'Etat d'Israël».

Les Palestiniens exigent quant à eux qu'Israël remplisse les obligations de la feuille de route : gel de la colonisation et démantèlement des colonies en Cisjordanie. Barak Mikail affirme qu'«au niveau des déclarations d'intentions, les négociateurs ne peuvent prendre le risque de participer à ce sommet dans un état d'esprit négatif. Mais il suffit de «gratter» un peu et d'écouter les déclarations qui prévalent de part et d'autre pour voir que les attentes vis-à-vis d'Annapolis sont très limitées. Les Palestiniens souhaitent le lancement de la configuration qui aboutira concrètement sur le court ou moyen terme à la création d'un Etat palestinien officiel dans des limites définies et à un accord sur les questions de fond : statut de Jérusalem Est, droit au retour des réfugiés palestiniens. Les Israéliens estiment qu'il est trop tôt pour créer un Etat palestinien formel et attendent que les Palestiniens s'engagent en matière de lutte contre le terrorisme. Sous-entendu : le Fatah doit mettre à mal toute capacité d'action du Hamas. Au-delà des déclarations d'intentions, il n'y aura donc a priori, et sauf surprise majeure, aucun engagement de fond qui sera issu de ce sommet». Près de deux Palestiniens sur trois s'attendent à l'échec d'Annapolis, a révélé un sondage publié lundi 12 novembre par l'institut de recherches politiques JMCC de Jérusalem-Est. Géographiquement parlant du moins, Annapolis n'est pas loin de Camp David. Une proximité annonciatrice d'une répétition de l'échec du sommet de 2000 ? ■

AMINA BOUBIA